

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG124/M/1

18 juin 2003

(03-3249)

Comité des accords commerciaux régionaux  
Trente-quatrième session

## EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE ISRAËL ET LE MEXIQUE

Note sur la réunion du 3 avril 2003

*Président: M. S. Dalela (Inde)*

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2056/Rev.1.
2. Au titre du point C.XVII de l'ordre du jour de sa trente-quatrième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après dénommé le CACR ou le Comité) a procédé à l'examen de l'Accord de libre-échange entre Israël et le Mexique. Les sujets suivants ont été traités:
  - A. Remarques générales
  - B. Section I – Renseignements généraux sur l'Accord
  - C. Section II – Dispositions en matière de commerce
3. Le Président a noté qu'il s'agissait du premier examen de l'Accord de libre-échange entre Israël et le Mexique. L'Accord avait été signé le 10 avril 2000 et était entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000. L'OMC en avait reçu notification le 8 mars 2001 dans le document WT/REG124/N/1, le texte de l'Accord apparaissant dans le document WT/REG124/1 et le modèle de présentation type dans le document WT/REG124/3. Concernant ce dernier document, le Président a noté que pour la date d'entrée en vigueur de l'Accord, sous la section I.1, on devait lire le 1<sup>er</sup> juillet 2000 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2001. Il a suggéré que l'on procède à l'examen en demandant d'abord aux Parties à l'Accord et aux autres Membres de faire des observations générales, avant de passer aux détails de l'Accord, en suivant le modèle de présentation type pour mener le débat. Il a rappelé le mandat pour l'examen, adopté le 14 mars 2001 par le Conseil du commerce des marchandises, tel qu'il figurait dans le document WT/REG124/2.
  - A. REMARQUES GÉNÉRALES
4. Le représentant d'Israël, s'exprimant également au nom de la représentante du Mexique, a informé le Comité que l'Accord, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000, reflétait clairement le désir mutuel des deux Parties d'approfondir et de renforcer les relations commerciales et la coopération économique entre les deux pays. Israël et le Mexique estimaient que, en établissant un cadre juridique pour éliminer les obstacles au commerce, l'Accord était également le reflet de la politique commerciale cohérente que leurs gouvernements respectifs pratiquaient aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral en faveur de la libéralisation des échanges. Il a dit que les Parties considéraient l'élimination des obstacles au commerce comme un pas important pour l'expansion du commerce mondial. Au cours des négociations sur l'Accord, la nécessité d'assurer le plein respect des obligations contractées dans le cadre de l'OMC avait toujours été prise en compte, en particulier le respect de l'article XXIV du GATT de 1994. Dans de nombreux articles de l'Accord de libre-échange, des accords spécifiques de l'OMC avaient été intégrés au texte. L'Accord avait été dûment notifié à

l'OMC après que les procédures d'approbation internes avaient été achevées par les Parties, le 22 février 2001. Conformément à l'article XXIV du GATT de 1994, l'Accord couvrait l'essentiel des échanges commerciaux entre les deux Parties. La plupart des droits de douane sur les produits industriels avaient été levés dès l'entrée en vigueur de l'Accord, les autres faisant l'objet d'un processus d'élimination par étapes jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Pour ce qui était des produits agricoles et des produits agricoles transformés, qui représentaient une petite part des importations, l'Accord couvrait une part substantielle du commerce existant et potentiel entre les Parties. De plus, il prévoyait la possibilité d'accorder d'autres concessions dans le commerce des produits agricoles. Quant au secteur industriel, une couverture à 100 pour cent était assurée par l'Accord, et le régime d'admission en franchise de droits serait appliqué à tous les produits dans les deux ans. L'Accord utilisait des règles d'origine claires qui étaient conformes à l'Annexe II de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Il ne créait pas de nouveaux obstacles au commerce provenant des pays tiers, pas plus qu'il n'avait fait augmenter les droits ou autres mesures de régulation du commerce par rapport à leur niveau avant la formation de la zone de libre-échange. Les Parties considéraient que l'Accord renforçait et complétait le système multilatéral, et qu'il augmentait le niveau de libéralisation obtenu dans le cadre du GATT et de l'OMC. Il a conclu en disant que l'Accord examiné était un accord commercial tout simple, au sens de l'article XXIV. Il a assuré le Comité que l'État d'Israël et les États-Unis du Mexique s'étaient efforcés et s'efforçaient toujours d'être aussi coopératifs que possible en fournissant aux Membres du Comité des informations détaillées et à jour concernant l'Accord lorsque cela était jugé nécessaire. Il espérait que le processus d'examen serait promptement mené à bien.

#### B. SECTION I – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

5. La représentante des États-Unis a fait remarquer que l'Accord avait été notifié à l'OMC avec beaucoup de retard. Elle a demandé aux Parties si elles pouvaient expliquer les raisons d'un tel retard, car cela pouvait aider le Groupe de négociation sur les règles à comprendre les raisons empêchant les Membres de notifier les ACR en temps voulu. Le représentant d'Israël était d'avis que le CACR n'était pas l'instance appropriée pour discuter des questions relevant de la compétence du Groupe de négociation sur les règles. En ce qui concernait l'Accord, il ignorait les raisons de sa notification tardive, mais il présumait que l'Accord avait été annoncé verbalement avant sa notification par écrit.

6. Faisant référence au champ d'application, la représentante de l'Australie s'est dite préoccupée par la couverture très limitée de l'Accord concernant l'agriculture, telle que définie par les concessions mentionnées dans les annexes 2-03.4(a) et 2-03.4(b). Elle se demandait si un accord qui excluait dans une large mesure un secteur commercial important pouvait remplir le critère de l'article XXIV du GATT voulant que soit couvert l'essentiel des échanges. Elle a ajouté que sa délégation souhaitait que les Parties concernées lui indiquent si une libéralisation plus poussée du secteur agricole avait été négociée conformément à l'article 2-03 5) de l'Accord. La représentante des États-Unis a dit partager la préoccupation exprimée par la représentante de l'Australie. Elle a répété un commentaire déjà formulé au cours de la réunion concernant la base prévue à l'article XXIV du GATT pour l'application de droits préférentiels par opposition aux taux NPF ou à l'élimination. Elle a remercié les Parties pour les informations fournies dans les annexes de l'Accord, mais elle leur a néanmoins demandé si elles pouvaient également fournir des informations sur le pourcentage des lignes tarifaires couvertes par l'Accord. Le représentant d'Israël a considéré que certaines de ces questions étaient de nature systémique; en particulier concernant la question des lignes tarifaires, sa délégation estimait que l'information requise des Parties était le pourcentage des échanges couverts et non le pourcentage des lignes tarifaires. Il a indiqué que l'Accord couvrait plus de 97 pour cent du commerce mutuel des parties, dont un pourcentage très élevé concernait le commerce des produits agricoles. En outre, il a fait remarquer l'existence d'une clause de l'Accord permettant aux Parties de poursuivre l'ouverture de leurs secteurs agricoles. Il a ajouté que les questions soulevées seraient transmises aux autorités respectives des Parties qui fourniraient des réponses plus détaillées et des

données commerciales. Il a cependant souligné que les questions d'ordre systémique ne devraient pas être soulevées dans le cadre de la présente discussion.

C. SECTION II – DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

7. Le représentant du Japon a noté que les contingents tarifaires figurant dans les annexes 2-03.4(a) et 2-03.4(b) de l'Accord étaient décrits au niveau des positions à quatre, six ou huit chiffres du Système harmonisé. Il a dit que sa délégation souhaitait aussi de plus amples détails sur les lignes tarifaires pour lesquelles les contingents avaient été établis. En outre, il a demandé si d'autres informations sur ces questions étaient disponibles sur les sites Internet des gouvernements israélien ou mexicain. Le représentant d'Israël a demandé que la question soit soumise par écrit. Il a cependant réaffirmé que des données additionnelles sur la couverture du secteur agricole seraient transmises aux Membres, ce qui permettrait ainsi d'éclaircir les concessions faites dans ce secteur. Concernant les informations disponibles en ligne, il ne pensait pas que l'on puisse trouver davantage d'informations au sujet de ces questions sur le site du gouvernement israélien, mais a dit qu'il vérifierait. La représentante du Mexique a ajouté que sa délégation répondrait conjointement avec Israël aux questions du Japon et des autres Membres.

8. Le représentant de la Corée a demandé des éclaircissements sur la nature des restrictions quantitatives visées dans la section II:2.2 du modèle de présentation type et contenues dans l'annexe 2-02 de l'Accord. Le représentant d'Israël a dit que l'annexe 2-02 était suffisamment explicite, mais qu'il transmettrait néanmoins la question à ses autorités pour qu'elles donnent des explications plus précises.

9. À propos des règles d'origine, la représentante des États-Unis a noté que l'Accord faisait référence à la fois à un contenu régional et à un cumul bilatéral entre les producteurs mexicains et israéliens. Elle était curieuse de savoir si le contenu originaire de n'importe quel pays autre que le Mexique et Israël serait pris en compte pour établir l'origine d'un produit dans le but de déterminer s'il était admissible ou non. Le représentant d'Israël a demandé que la question soit soumise par écrit.

10. Le Président a dit que le premier examen de l'Accord de libre-échange entre Israël et le Mexique avait permis au Comité d'éclaircir un certain nombre de points, mais que certaines questions demeuraient en suspens. Il a prié les délégations de soumettre leurs questions au Secrétariat avant la fin du mois de juillet 2003, et les Parties de soumettre leurs réponses au plus tard fin octobre 2003.

11. Le Comité a pris note des observations formulées.

---